

Nous n'irons pas sur le canal...

L'interrégion Nord-Picardie subit depuis cinq ans les conséquences d'un sous-effectif chronique. Malgré plusieurs mouvements d'humeur des personnels, la situation empire d'année en année :

- Des « stocks » d'opérations à réaliser qui représentent, au 30 mai 2008, plus de 2 années de travail pour les personnels de Nord-Picardie : près de 14 000 jours/hommes de diagnostic à réaliser hors canal Seine Nord (opérations prescrites) alors que le budget de l'interrégion lui permet péniblement, depuis 2006, de consacrer 7 500 jours hommes aux diagnostics par an ; près de 30 000 jours/hommes de fouille à réaliser, là encore hors canal Seine Nord, pour un budget annuel autour de 13 000 jours/hommes.
- Des conditions de travail qui se dégradent pour les agents : opérations en sous-effectif récurrent, enchaînement des opérations sur des ratios jour/homme à l'hectare parmi les plus bas, post-fouilles différées, pression des aménageurs, etc.
- L'Inrap qui ne répond plus aux appels d'offre pour les fouilles, la concurrence privée qui se développe (mais qui elle-même n'arrive plus à suivre), les services de collectivité qui se multiplient, etc.
- Des aménageurs et des élus sur les dents face aux délais qui s'allongent ou aux opérations « déprogrammées », la multiplication du recours à l'article 46 pour les fouilles (obligation de faire à l'Inrap lorsqu'un appel d'offre est infructueux... ou comment différer le problème de quelques mois).
- Des services de l'Etat qui subissent la pression des aménageurs et des tutelles pour « réguler » les prescriptions et les « ajuster » aux moyens opérationnels de l'interrégion et des niveaux de prescription en baisse en Nord-Pas-de-Calais.
- Une direction de l'Inrap et une tutelle qui restent sourdes à cette situation dégradée.

Dans ce contexte, le canal Seine-Nord et ses 2 450 hectares à diagnostiquer, dans des délais toujours plus courts au fur et à mesure que l'opération prend du retard, représente une vraie menace pour l'archéologie régionale. Et le projet de filialisation des fouilles une menace sur l'avenir du service public de l'archéologie. Lors du budget prévisionnel initial de Nord-Picardie pour 2008, les moyens consacrés aux diagnostics avaient été amputés de 20% pour être redéployés sur le canal. Le retard au démarrage de l'opération a « limité » la perte à 6% pour 2008... en reportant sur 2009 la charge de travail à réaliser au détriment de l'activité régionale.

Il est impossible d'engager cette opération d'envergure sans moyens véritablement additionnels. En 2006 déjà, les responsables d'opération de l'interrégion avaient déclaré ne plus être en mesure d'assurer la qualité scientifique des opérations et avaient mené une « grève » des responsabilités pour que des moyens CDD supplémentaires soient attribués. Si le budget primitif 2009 ne permet pas de maintenir l'activité hors canal à son niveau antérieur (ce qui ne permettra déjà pas de résorber le passif), ils n'auront d'autres choix que de repasser à l'action.

La section SGPA-CGT Nord Pas-de-Calais appellera alors l'ensemble des responsables d'opération CDI de l'interrégion à informer les services de l'Etat de leur refus de prise de responsabilité sur le canal à compter du 1^{er} janvier 2009.